



Imposons la fin des massacres et du génocide à Gaza

Soutien aux prisonniers politiques palestiniens

Sanctions contre Israël pour imposer le droit

Le 17 avril est la journée internationale de soutien aux prisonniers politiques palestiniens. Il y a aujourd'hui de 9900 prisonniers politiques palestiniens en Israël, dont 400 enfants, sans compter les milliers de personnes enlevées à Gaza et dont on reste sans nouvelle. Près de 3500 prisonniers sont en détention administrative, tous sont détenus au mépris du droit international. Les mauvais traitements, la torture, la privation de nourriture et d'eau, l'isolement, sont la pratique courante, encore aggravée depuis que le ministre d'extrême-droite Ben-Gvir a le secteur des prisons sous son autorité ministérielle. Il y a eu plus de 16 000 arrestations depuis le 7 octobre 2023, et 63 prisonniers sont morts de mauvais traitements ou faute de soins. **La libération des prisonniers** a toujours été, dans l'histoire, le premier pas indispensable vers la paix, c'est l'exigence que nous portons.

A Gaza, la rupture unilatérale du cessez-le-feu par Israël, le 18 mars, s'accompagne de bombardements visant toute la population, ciblant femmes, enfants, secouristes, journalistes. L'armée israélienne s'empare d'une bonne partie de ce minuscule territoire et morcèle le reste par des corridors militaires, tout en multipliant les ordres de déplacement d'une population déjà épuisée. **Pas un seul camion d'approvisionnement n'est entré à Gaza depuis le 2 mars.** La faim, la soif, le manque de médicaments font des ravages, des milliers d'enfants voient leur développement compromis pour la vie. **C'est un génocide, pointé comme plausible par la Cour Internationale de Justice et confirmé par les plus grandes organisations de défense des droits humains, qui se déroule sous les yeux du monde entier qui laisse faire.**

En Cisjordanie, dont Jérusalem-Est, la population est assiégée, déplacée de force, menacée par les colons et l'armée israélienne.

Le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI) dénonce la guerre génocidaire menée par l'État israélien contre le peuple palestinien. Ce sont des décennies d'une impunité totale de l'État d'Israël, alors qu'il viole en permanence le droit international, qui nous ont menés à cette situation. Nous demandons qu'il soit mis fin à cette impunité et que des sanctions soient prises tant que l'État d'Israël ne se conforme pas au droit international.

Le président de la République s'est rendu en Égypte, à proximité de la Bande de Gaza. Son discours a évolué, il dénonce le blocage de l'aide humanitaire et réclame le cessez-le-feu, mais ses paroles, qui ne sont accompagnées d'aucun acte ni d'aucune sanction, sont simplement ignorées par le gouvernement israélien. Il annonce que la France pourrait reconnaître l'État de Palestine en juin, tout en assortissant cette possibilité de conditions peu crédibles dans un « en même temps » inacceptable.

Le Collectif national (CNPJDPI) exige :

- l'arrêt des massacres et de la guerre génocidaire en Palestine, ainsi que le renoncement au plan Trump d'expulsion des Palestiniens de Gaza
- un cessez-le-feu permanent à Gaza
- l'arrêt de l'annexion de la Cisjordanie
- la fin de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid
- la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens, et de toutes les personnes détenues par les groupes armés palestiniens,

- un soutien à la CPI et l'application sans réserve de ses décisions
- la reconnaissance de l'État de Palestine par la France dans le cadre du droit à autodétermination du peuple palestinien
- le droit au retour des réfugiés palestiniens (résolution 194 de l'ONU)
- la fin de l'impunité de l'État d'Israël et des sanctions y compris diplomatiques tant qu'il ne respecte pas le droit international
- la construction d'un avenir de paix entre Palestiniens et Israéliens fondé sur l'égalité des droits
- Le respect de la liberté d'expression, de manifestation, de réunion, en particulier en France, où la solidarité avec le peuple palestinien est constamment attaquée,
- la lutte contre le racisme sous toutes ses formes,

Nous appelons à des rassemblements partout en France le jeudi 17 avril sur la base de ces revendications, et pour marquer la journée de solidarité avec les prisonniers politiques palestiniens.

A Paris, rassemblement le jeudi 17 avril à 18h00 au métro Invalides. Une délégation du Collectif national (CNPJDPI) a demandé à être reçue au ministère des Affaires étrangères.

Paris, le 15 avril 2025

Membres du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens signataires :

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) – AFD International – Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA) - AILES Femmes du Maroc – Alternative Communiste - Américains contre la guerre (AAW) – Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre (4ACG) - Apel-Égalité – Association nationale des communistes (ANC) - Association de Solidarité Inter Peuples -Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba : Association des Libertés, Droits de l'Homme et non-violence - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) - Communauté de l'Arche Non-violence et Spiritualité- Confédération générale du Travail (CGT) - Confédération Internationale Solidaire et Écologiste - - Droit-Solidarité – Ensemble! Mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire - Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) – Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Forum Palestine Citoyenneté – Gauche démocratique et sociale (GDS) - - La Courneuve-Palestine – La France Insoumise (LFI) - le Mouvement de la Paix - les Femmes en noir (FEN) - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) - Organisation de Femmes Égalité - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti Communiste Français (PCF) - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) – Pour une écologie populaire et sociale (PEPS) – Sortir du colonialisme - Syndicat National des Enseignements de Second degré (SNES/FSU) - Union communiste libertaire (UCL) - Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) – Union étudiante - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) -Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) – Union Syndicale Lycéenne (USL) - Union syndicale Solidaires